

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-veritable-programme-US-en-Afrique-c-est-l-hegemonie>

Le véritable programme US en Afrique c'est l'hégémonie.

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -

Date de mise en ligne : samedi 24 septembre 2022

Description :

Pepe Escobar : Le véritable programme US en Afrique c'est l'hégémonie. Oubliez le développement. Le principal intérêt de Washington en Afrique aujourd'hui est de garder les Chinois et les Russes à l'écart (...)

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Oubliez le développement. Le principal intérêt de Washington en Afrique aujourd'hui est de garder les Chinois et les Russes à l'écart.

Dans un environnement rationnel, la 77e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU) devrait discuter de l'allègement des tribulations du Sud, en particulier de l'Afrique.

Ce ne sera pas le cas. Comme un cerf pris dans les phares géopolitiques, le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, a émis des platitudes sur un sombre « hiver de mécontentement mondial », alors même que les prophètes de malheur impériaux critiquaient la « crise de foi » de l'ONU et fustigeaient la « guerre *non provoquée* » déclenchée par la Russie.

Bien sûr, le génocide au ralenti des résidents russophones du Donbass pendant *huit* ans ne sera jamais reconnu comme une provocation.

M. Guterres a parlé de l'Afghanistan, « où l'économie est en ruine et où les droits de l'homme sont bafoués » - mais il n'a pas osé offrir de contexte. En Libye, « les divisions continuent de mettre en péril le pays » - là encore, aucun contexte. Sans parler de l'Irak, où « les tensions actuelles menacent la stabilité en cours ».

L'Afrique compte 54 Nations membres de l'ONU. Toute réunion de l'AGNU vraiment représentative devrait placer les problèmes de l'Afrique au premier plan. Une fois de plus, ce n'est pas le cas. Il revient donc aux dirigeants africains d'offrir ce contexte indispensable en dehors du bâtiment de l'ONU à New York.

Seul membre africain du G20, le Président sud-africain Cyril Ramaphosa a récemment exhorté les États-Unis à ne pas « [punir](#) » l'ensemble du continent en obligeant les Nations à diaboliser ou à sanctionner la Russie. L'introduction par Washington d'une [législation](#) baptisée « [Countering Malign Russian Activities in Africa Act](#) » (loi sur la lutte contre les activités malignes de la Russie en Afrique), dit-il, « nuira à l'Afrique et marginalisera le continent ».

L'Afrique du Sud est membre des BRICS - un concept qui est un anathème dans le *Beltway*[la Nouvelle Route de la Soie] - et adopte une politique de non-alignement entre les puissances mondiales. Une version émergente du 21e siècle du Mouvement des non-alignés (MNA) des années 1960 se renforce dans le Sud de la planète, et notamment en Afrique, au grand dam des États-Unis et de leurs laquais.

Toujours à l'AGNU, António Guterres a invoqué la crise mondiale des engrais - là encore, sans contexte. La diplomatie russe a souligné à plusieurs reprises que Moscou était prêt à exporter 30 millions de tonnes de céréales et plus de 20 millions de tonnes d'engrais d'ici à la fin 2022. Ce que l'Occident ne dit pas, c'est que seule l'importation d'engrais vers l'UE est « autorisée », alors que le transit vers l'Afrique *ne l'est pas*.

M. Guterres a déclaré qu'il essayait de persuader les dirigeants de l'UE de lever les sanctions sur les exportations d'engrais russes, qui affectent directement le paiement des cargaisons et les assurances maritimes. La société russe Uralchem, par exemple, a même proposé de fournir gratuitement des engrais à l'Afrique.

Pourtant, du point de vue des États-Unis et de leurs vassaux de l'UE, la seule chose qui compte est de contrer la Russie et la Chine en Afrique. Le président du Sénégal, MackySall, a fait remarquer que cette politique laissait « un

goût amer ».

« Nous vous interdisons de construire votre pipeline »

La situation empire. Le Parlement Européen, largement inefficace, veut maintenant arrêter la construction de l'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP), long de 1 445 km, qui relie l'Ouganda à la Tanzanie, en invoquant de vagues violations des droits de l'homme et des menaces environnementales, et en « conseillant » aux pays membres d'abandonner purement et simplement le projet.

L'Ouganda compte sur plus de 6 milliards de barils de pétrole pour soutenir un boom de l'emploi et faire enfin passer le pays au statut de pays à revenu intermédiaire. Il revenait au vice-président du Parlement ougandais, Thomas Tayebwa, De présenter un contexte indispensable :

« Il est imprudent de dire que les projets pétroliers de l'Ouganda vont aggraver le changement climatique, pourtant c'est un fait que le bloc de l'UE avec seulement 10 % de la population mondiale est responsable de 25 % des émissions mondiales, et l'Afrique avec 20 % de la population mondiale est responsable de 3 % des émissions. L'UE et les autres pays occidentaux sont historiquement responsables du changement climatique. Qui donc devrait arrêter ou ralentir le développement des ressources naturelles ? Certainement pas l'Afrique ou l'Ouganda ».

Le Parlement européen est en outre une marionnette fidèle du lobby des biocarburants. Il a refusé de modifier une loi qui aurait mis fin à l'utilisation de cultures vivrières pour la production de carburant, ce qui aurait contribué à ce que le Programme alimentaire des Nations Unies a décrit comme « une urgence mondiale d'une ampleur sans précédent ». *Pas moins de 350 millions de personnes sont au bord de la famine en Afrique.*

Au lieu de cela, la notion « d'aide » du G7 à l'Afrique est cristallisée dans le projet [Build Back Better World](#) (B3W) dirigé par les États-Unis - la tentative anémique de Washington de contrer l'ambitieuse initiative [Belt and Road](#) (BRI) de Pékin - qui se concentre sur « le climat, la santé et la sécurité sanitaire, la technologie numérique et l'équité et l'égalité entre les sexes », selon la Maison Blanche. Les questions pratiques d'infrastructure et de développement durable, qui sont au cœur du plan de la Chine, sont tout simplement ignorées par le B3W.

Initialement, quelques projets « prometteurs » ont été identifiés par une délégation étasunienne en déplacement au Sénégal et au Ghana. Des sources diplomatiques sénégalaises ont depuis confirmé que ces projets n'ont absolument rien à voir avec la construction d'infrastructures.

Comme on pouvait s'y attendre, le B3W a fait long feu. Après tout, le projet dirigé par les États-Unis n'était guère plus qu'un gadget de relations publiques visant à saper les Chinois, avec un effet négligeable sur la réduction des plus de 40 000 milliards de dollars d'infrastructures à construire dans le Sud d'ici 2035.

Avec un YALI, vous voyagerez

Les initiatives impériales en Afrique - hormis le Commandement de l'Armée des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), qui équivaut à une militarisation brute du continent - nous amènent au cas curieux de la YALI (*Young African Leaders Initiative*), largement présentée par l'axe Washington-New York comme la politique « la plus innovante » des années Obama.

Le véritable programme US en Afrique c'est l'hégémonie.

Lancé en 2010, la YALI a été conçu pour « donner les moyens d'agir à la nouvelle génération de dirigeants africains » - un euphémisme pour les éduquer (ou leur laver le cerveau) à la manière US. Le mécanisme est simple : il s'agit d'investir sur des centaines de jeunes leaders africains potentiels et de les faire venir dans des universités des Etats-Unis pour une courte « formation » de six semaines sur « les affaires, le leadership civil, l'entrepreneuriat et la gestion publique ». Puis, quatre jours à Washington pour rencontrer des « dirigeants de l'administration » et une séance de photos avec Obama.

Le projet, coordonné par les Ambassades US en Afrique, s'adressait à des jeunes hommes et femmes originaires des 49 pays d'Afrique subsaharienne - y compris ceux soumis à des sanctions étasuniennes, comme le Soudan, l'Érythrée et le Zimbabwe - maîtrisant l'anglais et s'engageant à retourner en Afrique. Au cours des premières années, près de 80 % d'entre eux n'avaient jamais mis les pieds aux États-Unis et plus de 50 % avaient grandi en dehors des grandes villes.

Puis, lors d'un discours prononcé en 2013 en Afrique du Sud, Obama a annoncé la création de la *Washington Fellowship*, rebaptisée par la suite [Mandela-Washington Fellowship](#) (MWF).

Il est toujours en cours. En 2022, le MWF devrait être accordé à 700 « jeunes leaders exceptionnels d'Afrique subsaharienne », qui suivent des « *Leadership Institutes* » dans près de 40 universités étasuniennes, avant leur court passage à Washington. Après quoi, ils seront prêts pour un « engagement à long terme entre les États-Unis et l'Afrique ».

Et tout cela pour des clopinettes, puisque le MWF a été présenté avec enthousiasme par l'establishment démocrate comme étant rentable : 24 000 dollars par boursier, payés par les universités étasuniennes participantes ainsi que par Coca-Cola, IBM, MasterCard Foundation, Microsoft, Intel, McKinsey, GE et Procter & Gamble.

Et cela ne s'est pas arrêté à MWF. L'USAID est allé plus loin et a investi plus de 38 millions de dollars - plus 10 millions de dollars de la *Fondation MasterCard* - pour mettre en place quatre centres régionaux de leadership (RLC) en Afrique du Sud, au Kenya, au Ghana et au Sénégal. Ces centres ont formé, à distance et en classe, au moins 3 500 « futurs dirigeants » par an.

Il n'est pas étonnant que la [Brookings Institution](#) se soit extasié sur tant de « rentabilité » lorsqu'il s'agit d'investir « dans l'avenir de l'Afrique » et pour que les États-Unis « restent compétitifs » en Afrique. Le YALI est certainement plus présentable que l'AFRICOM.

Quelques exemples de réussite ne semblent cependant pas rivaliser avec le flux constant de footballeurs africains qui font un tabac en Europe - et réinvestissent ensuite la plupart de leurs bénéfices dans leur pays. Les années Trump ont vu une réduction du financement de YALI - de 19 millions de dollars en 2017 à environ 5 millions de dollars.

Tant de dirigeants à « former ».

Comme on pouvait s'y attendre, la Maison Blanche de Joe Biden a recommencé à faire du YALI. Prenez cet attaché de presse des Etats-Unis au Nigéria qui décrit clairement l'accent mis actuellement sur « l'éducation aux médias et à l'information », indispensable pour lutter contre la « propagation de la désinformation », notamment « dans les mois précédant l'élection présidentielle nationale ».

Le véritable programme US en Afrique c'est l'hégémonie.

Les États-Unis, dans le cadre de l'initiative YALI, ont donc « formé 1 000 jeunes Nigériens à reconnaître les signes de désinformation en ligne et dans les médias ». Et maintenant, la suite est constituée d'ateliers de « formation des formateurs », « enseignant à 40 journalistes, créateurs de contenu et militants (dont la moitié seront des femmes) de Yobe, Borno, Adamawa, Zamfara et Katsina, comment identifier, enquêter et signaler la désinformation ». Facebook, à qui le FBI a ordonné de censurer les faits « gênants », susceptibles de modifier les élections, ne fait pas partie du programme.

YALI est le visage doux et *Instagrammé* de l'AFRICOM. Les États-Unis ont participé au renversement de plusieurs gouvernements africains au cours des deux dernières décennies, avec des troupes formées sous l'AFRICOM, obsédé par le secret. Il n'y a eu aucun audit sérieux du Pentagone sur l'armement des « partenaires » locaux de l'AFRICOM. Pour ce que nous en savons - comme en Syrie et en Libye - l'armée US pourrait être en train d'armer encore plus de terroristes.

Et comme on pouvait s'y attendre, tout cela est bipartisan. Le néo-con enragé et ancien conseiller à la sécurité nationale de Trump, John Bolton, en décembre 2018, à la [Heritage Foundation](#), a été on ne peut plus clair : les États-Unis en Afrique n'ont rien à voir avec le soutien à la démocratie et au développement durable. Il s'agit de contrer la Russie et la Chine.

Lorsqu'elle a appris que Pékin envisageait de construire une base navale en Guinée Equatoriale, pays riche en pétrole, la Maison-Blanche de M. Biden a envoyé des émissaires à Malabo, la capitale, pour convaincre le gouvernement de cesser ses activités. En vain.

En revanche, le Ministre des Affaires Etrangères russe, Sergei Lavrov, a été reçu comme une superstar lors de sa récente tournée en Afrique, où l'on estime que les prix mondiaux des denrées alimentaires et le drame des engrais sont une conséquence directe des *sanctions occidentales contre la Russie*. Le dirigeant ougandais Yoweri Museveni est allé droit au but en déclarant : « Comment pouvons-nous être contre quelqu'un qui ne nous a jamais fait de mal ? »

Du 13 au 15 décembre, la Maison-Blanche prévoit d'organiser à Washington un grand sommet des dirigeants étasuniens et africains pour discuter principalement de la sécurité alimentaire et du changement climatique - parallèlement aux éternelles conférences sur la démocratie et les droits de l'homme. La plupart des dirigeants ne seront pas vraiment impressionnés par cette nouvelle démonstration de « l'engagement durable des États-Unis d'Amérique envers l'Afrique ». Eh bien, il y a toujours YALI. Tant de jeunes dirigeants à endoctriner, en si peu de temps.

Pepe Escobar* pour [The Cradle](#)

Original : « [The real US agenda in Africa is hegemony](#) », September 21 2022

[The Cradle](#). le 21 septembre 2022

* **Pepe Escobar** est un journaliste brésilien de l'Asia Times et d'Al-Jazeera. [Pepe Escobar](#) [https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladiala-21&l=ur2&o=8] est aussi l'auteur de : « [Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War](#) [https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladiala-21&l=ur2&o=8] » (Nimble Books, 2007) ; « [Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge](#) [https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladiala-21&l=ur2&o=8] » ; « [Obama does Globalistan](#) [https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladiala-21&l=ur2&o=8] » (Nimble Books, 2009), [Empire of Chaos](#) (Nimble Books, 2014), et [2030](#) en format Kindi. Vous pouvez le suivre sur [Facebook](#). - [@RealPepeEscobar](#)

Le véritable programme US en Afrique c'est l'hégémonie.

Traduit de l'anglais pour *El Correo del a Diaspora* par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 24 septembre 2022.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org